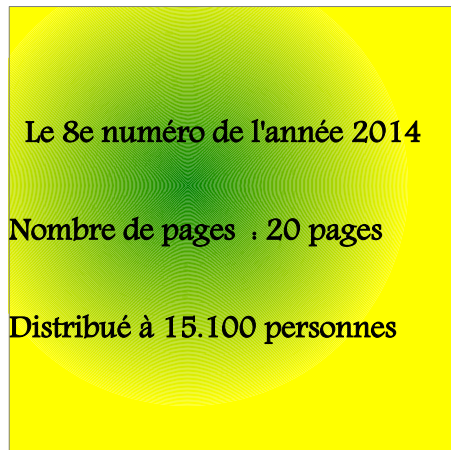


# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

**NEUVIÈME ANNÉE N°957 DU 13 JANVIER 2014**

**1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE**



## NOTRE CITATION

**« Si nous nous couchons, nous sommes morts »**

**JOSEPH KI -ZERBO**

**2014  
ANNÉE  
INTERNATIONALE  
DES PETITS  
ÉTATS  
INSULAIRES**

**POUR  
JEAN PAUL ELUTHER  
C'EST EN NÉGOCIANT  
EN GUADELOUPE  
QUE LES ACTEURS SOCIAUX  
VONT RÉGLER NOS  
PROBLÈMES SOCIAUX**

**2014  
ANNÉE  
DES CHÔMEURS  
ET  
DE LA  
FAMILLE  
GUADELOUPÉENNE**

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 8

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 14

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 16

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 18

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

### **SUIVEZ NOUS SUR LE WEB :**

<http://guadeloupeconvention.typepad.com/lanation/>



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### L'INTERVIEW DE RENTRÉE DE JEAN PAUL ELUTHER DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

#### **Question: Bonjour. Quels sont vos premiers mots pour 2014.**

Mes premiers mots c'est pour souhaiter à tous nos compatriotes une bonne et heureuse année. J'insiste sur ces vœux parce que l'année qui vient de se terminer a été abominable . L'économie a été en berne et dans le domaine social on a assisté au creusement des inégalités et à l'extension de la pauvreté. Il nous faut vite oublier 2013 et nous organiser pour créer en 2014 les conditions du bonheur pour chaque Guadeloupéen et de la construction d'un pays solide qui soit capable enfin par son travail de satisfaire aux demandes de notre peuple.

#### **Question : Comment voyez vous la conjoncture politique ?**

La Guadeloupe donne l'impression d'être apaisée. Mais en réalité elle sommeille .Une seule force politique à droit de cité dans les médias, les conservateurs de l'ordre colonial. Les médias qui jouent un rôle décisif dans la manipulation des guadeloupéens continuent à leur faire croire qu'ils sont français en diffusant au nom de leur mission d'information tout ce qui se passe en France et en se faisant le relais des grandes chaînes françaises. Cependant le feu ne fait que couver et les attentes de notre peuple s'expriment aujourd'hui par une violence aveugle que les conservateurs de l'ordre colonial croient pouvoir juguler en faisant venir des forces de police étrangères. La question de la souveraineté est toujours présente et c'est de sa résolution que va dépendre l'apaisement durable de notre pays et une gestion normale de nos problèmes collectifs.

#### **Question : Que ferez vous en 2014?**

Comme chaque année le bureau politique dans une déclaration a présenté notre feuille de route. Celle ci comporte trois axes : deux dossiers explosifs la famille guadeloupéenne et le chômage que

nous avons considéré comme des questions fondamentales de l'année 2014, des actions pour faire connaître et renforcer l'identité de la nation et le combat pour récupérer notre souveraineté.

**Question : Alors dans le domaine politique que comptez vous entreprendre ?**

Le Premier volet de notre combat sera politique. Nous avons besoin d'institutions politiques et administratives pour exercer notre souveraineté. Nous rappelons à nos compatriotes notre volonté de créer une république de la Guadeloupe qui aura comme institutions une assemblée populaire élue à la proportionnelle, un président de la république élu directement par le peuple pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois et une organisation judiciaire avec au sommet une cour suprême . Nous réclamons pour y arriver l'organisation d'un référendum sous le contrôle des nations unies. C'est dire que nous refusons les formules d'évolution que veulent nous imposer les français et inscrites dans leur constitution. En définitive nous réclamons l'application du droit international de la décolonisation.

**Question : Vous n'évoquez pas les prochaines élections municipales ?**

Les élections municipales sont des élections qui font fonctionner le système de la dépendance à la France. Nous qui contestons ce système nous ne pouvons pas participer à ces élections . Cela ne veut pas dire que nous sommes contre les élections . C'est en effet par l'élection que nous allons recouvrer notre souveraineté volée par la France. Par ailleurs dans notre république la commune sera la base de notre système politique . À cet égard nous sommes hostiles au processus de regroupement des communes engagé par les français . La Guadeloupe a 34 communes équilibrées en terme de population. La réforme qui s'impose devrait en réalité revoir les compétences des communes pour mieux les harmoniser avec celles des autres collectivités publiques au lieu de créer un nouvel échelon administratif qui va à terme rendre encore plus difficile l'administration et le gouvernement de notre pays. Le suivisme institutionnel dont font preuve les conservateurs socialistes et libéraux de l'ordre colonial est à la fois ridicule car il engendre de l'inefficacité. Ce n'est pas de la sorte que l'on va insuffler à nos collectivités publiques les capacités de distribuer du service public de qualité et à des prix compétitifs .

## **Question : Et dans le domaine social que préconisez vous ?**

C'est grâce à l'action sociale que l'on fabrique une société et plus généralement un pays. Dans la devise de la république que nous souhaitons pour notre pays il y a le terme de solidarité . Tous les guadeloupéens ont droit au bonheur et l'exigence de solidarité est une contribution à la réalisation de cet objectif. Nôtre action consistera à critiquer la politique sociale des autorités coloniales surtout quand elles négligent la solidarité et s'appuient sur l'obole. Par ailleurs, nous sommes des partisans de la participation des travailleurs. C'est grâce à la négociation interprofessionnelle au niveau de la Guadeloupe et non en France que l'on va construire un modèle social conforme à ce que nous voulons. Cette négociation doit être menée en Guadeloupe avec les syndicats guadeloupéens . Nous nous opposons à ce que les dispositions sociales adoptées par les français dans le cadre de leurs négociations puissent s'appliquer à nous sans notre approbation. Nous soutenons et nous demandons l'ouverture de négociations en Guadeloupe en matière de contrat de travail, de salaires, de formation, de relations sociales et de conditions de travail. Les acteurs sociaux de notre pays ne veulent pas rester spectateurs de leur vie. Nous profiterons aussi pour faire la promotion de notre modèle social qui est une des composantes majeures de notre projet politique. Ce modèle social comporte les axes qui suivent : participation des travailleurs à la gestion de leur entreprise et de leur pays travers d'institutions à créer ; répartition équitable du produit du travail dans le cadre de négociations annuelles; protection sociale contre les risques sociaux y compris le risque de la dépendance financée durablement et solidement par tous les acteurs sociaux.

## **Question : Et dans le domaine économique ?**

Notre république sera une république où le travail de production de richesse sera la base du contrat qui lie tous les citoyens de notre pays. Il n'est pas question que nous puissions attendre des autres comme aujourd'hui qu'ils financent nos besoins. Ceux qui financent dirigent toujours et de temps en temps affirment que ceux qui reçoivent sont des fainéants. Nous nous appuierons toujours sur notre travail pour vivre. Nous continuerons notre action pour convaincre nos compatriotes du caractère nocif du modèle économique actuel qui ne pourra jamais triompher du chômage car une économie d'importation génère automatiquement du chômage. Nous exposerons aussi notre programme économique le plus souvent possible . Ce programme comprendra deux étapes : une période de transition pour rompre avec le système économique

colonial ; puis l'application d'une politique fondée sur la croissance de la production des biens et des services.

### **Question : Et dans les autres domaines ?**

Nous resterons aussi actifs dans deux autres domaines qui nous paraissent fondamentaux pour l'avenir de la Guadeloupe . Au plan des relations régionales et internationales , nous continuerons à dénoncer la politique illégale de la France qui refuse de nous appliquer le droit international de la décolonisation . Nous multiplierons nos actions pour faire avancer avec nos voisins le dossier des réparations coloniales qui est devenu une affaire caribéenne depuis la décision prise par la CARICOM. Nous continuerons à militer pour que nous devenions pour notre propre compte membre à part entière des organisations régionales . Enfin , nous participons aux actions menées dans notre région pour étendre le territoire régional afin de multiplier nos chances de développement . Nous serons actifs dans le domaine culturel .

### **QUESTION : Comment voyez vous la vie politique en 2014?**

Les deux grandes forces politiques qui existent ds notre pays vont continuer leur affrontement avec toujours un avantage pour les conservateurs de l'ordre colonial. Cependant ces derniers doivent maintenant vivre avec un modèle en rapide déliquescence. Le modèle qui leur a permis de triompher momentanément est en crise et cette dernière n'est pas surmontable de notre point de vue. Même son noyau dur, le social, est touché car son financement par la France se fait par des emprunts. La France est très endettée. Le financement de l'inactivité base de leur modèle se fera de plus en plus difficilement ce qui pose un problème car le chômage est structurel du fait d'une économie qui vit quasi exclusivement de la consommation de produits importés. Pour les forces nationales nous pensons que la conjoncture est favorable. Faudrait il encore que ces forces s'organisent et se décident à faire autrement la politique.

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, CULTURE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

### **AUGMENTATION DU PRIX DU TABAC**

Après une augmentation de 40 centimes en octobre 2012, puis de 20 centimes en juillet, la troisième hausse de 20 centimes est effective aujourd'hui. Le prix du paquet le moins cher passe à 6,50 euros. Les Marlboro, les plus vendues coûteront 7 euros. « Il faut que les prix du tabac augmentent régulièrement pour que la

consommation diminue. C'est un objectif de santé publique » explique le gouvernement. Quant au tabac à rouler, il va subir une hausse de 50 centimes après avoir connu une augmentation de 40 centimes en juillet 2013. « Chaque année, le tabac tue de nombreuses personnes ». Pour info, il faut savoir que l'argent du tabac est réparti comme suit : 8% aux buralistes, 12% aux cigarettiers et 80% à l'état

## DES SYNDICALISTES DEVANT LA JUSTICE

L'année 2014 vient à peine de démarrer que déjà les travailleurs sont convoqués devant les tribunaux de l'Etat colonial français. Ainsi, le 10 janvier, ce sont deux délégués de la CGTG qui ont comparu devant les juges de Pointe-à-pitre à la demande de la famille Despointes. Les Despointes les accusent de les avoir diffamés dans un tract distribué au centre commercial Milénis qui dénonçait les licenciements en cours tout en rappelant que la richesse des békés, descendants d'esclavagistes, s'est bâtie sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salarié. Le 16 janvier, c'est au tour de trois camarades de l'UTS-UGTG (Ginette LERUS, Jules CALVAIRE et Alexis LUNION) d'être convoqués devant les juges. Ils sont poursuivis pour séquestration et violences en réunion pour des faits qui remontent à l'année 2006. En effet, la responsable des ressources humaines au CHU de l'époque accuse nos trois camarades de l'avoir frappée, lors d'une mobilisation des travailleurs de l'hôpital. Et bien évidemment, elle serait en suivi médical depuis bientôt 8 années. Nous l'aurons compris, il s'agit de criminaliser l'action syndicale et de terroriser les militants syndicaux. Manblo, huissiers, tribunaux, amendes, prison avec sursis, prison ferme, propagande anti syndicale et autres prélèvements ADN sont des outils aux mains de l'Etat colonial, lui-même au service des pwofitan pour domestiquer les travailleurs, casser les syndicats et détruire les conventions collectives et accords de branche ou d'entreprises.

## LES FONCTIONNAIRES EN GUADELOUPE

Selon l'INSEE , la Guadeloupe compte en 2011, **37 260** agents de la fonction publique. Le taux d'administration de la Guadeloupe est très élevé. Rapportés à la population totale, ces effectifs donnent à notre pays un taux qui atteint 9,2 %. À titre de comparaison, la Martinique détient le taux le plus élevé avec 10,3 %. En 2011, les

fonctionnaires représentent **22,7 % de la population active** guadeloupéenne, un peu moins qu'en Martinique (24,4 %). Ces taux élevés s'expliquent par les taux d'activité plus faibles que connaissent les départements d'Outre-mer. La fonction publique d'État prédomine avec près de **16 000 fonctionnaires** suivie de près par la fonction publique territoriale (FPT) et loin devant la fonction publique hospitalière (FPH). La FPE représente 43 % de l'emploi public. La FPT guadeloupéenne compte **15 000 agents**. Elle emploie 40 % des fonctionnaires comme en Martinique. Les agents de la FPH sont les moins nombreux. Ils ne représentent que 17 % des fonctionnaires en Guadeloupe contre 21 % en Martinique. Le taux d'administration hospitalier s'élève à 1,6 %.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JEAN PAUL ELUTHER**



**AFFAIRES MONDIALES**

## **SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES**

### **ACCORD SUR L' APPLICATION DE L' ACCORD DE GENÈVE**

Le président américain Barack Obama a salué dimanche un accord permettant de commencer, à partir du 20 janvier, l'application de l'accord intérimaire sur le nucléaire iranien conclu en novembre entre Téhéran et les grandes puissances, s'engageant à opposer son veto à toute législation imposant désormais de nouvelles sanctions contre la république islamique. "A partir du 20 janvier, l'Iran commencera pour la première fois à éliminer son stock d'uranium hautement enrichi et à démanteler une partie des infrastructures qui rendent cet enrichissement possible", a indiqué le président Obama dans une déclaration. Cette avancée signifie pour la première fois depuis une décennie que l'Iran a accepté de prendre des "actions spécifiques" pour bloquer l'avancement et faire reculer les parties essentielles de son programme nucléaire, a ajouté M. Obama. Selon l'accord intérimaire conclu avec les six puissances mondiales à Genève le 24 novembre dernier, l'Iran a accepté de bloquer partiellement ses activités nucléaires pour six



mois en échange d'un allègement des sanctions imposées à son encontre, et de rechercher un accord global à travers des négociations avec les six puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine et Allemagne). "Prises globalement, ces mesures et d'autres feront progresser notre objectif d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire", a affirmé M. Obama. L'administration Obama tente d'empêcher le Congrès d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran dans les mois à venir, certains députés américains oeuvrant à faire approuver une nouvelle législation en vue d'exercer davantage de pressions sur Téhéran.

## AMÉRIQUE, CARAÏBE

### HAÏTI EN BREF

**Le chef de l'état haïtien**, Michel Martelly, a présidé hier une cérémonie officielle à la mémoire des victimes du violent séisme du 12 janvier 2010. Dans son message le chef de l'état a appelé les haïtiens à célébrer la vie, tout en projetant un nouveau regard sur le futur. " De même que vous aviez fait preuve d'unité et de solidarité au lendemain du tremblement de terre, vous devez vous unir pour continuer à avancer sur la voie du développement. C'est un devoir envers les victimes du 12 janvier", a-t-il soutenu. Il a énuméré certains défis auxquels les haïtiens doivent faire face notamment reconstruire les infrastructures et des logements pour les personnes vivant dans les camps de déplacés et accompagner les handicapés. Rappelant que la majorité des sinistrés du violent séisme ne sont plus dans des camps, le président Martelly annonce un renforcement des programmes de réhabilitation et réintégration sociale. Le locataire du Palais National a saisi l'occasion pour remercier la communauté internationale qui apporté apporté une aide précieuse lors de la tragédie. Le président a déposé des gerbes de fleurs en mémoire des disparus au Palais National et sur le site de Saint Christophe où il s'est recueilli. La journée de commémoration et de réflexion, s'était déroulée autour du thème " Célébrons la Vie, Regardons l'Avenir". Le Président et le vice-président de l'Assemblée Nationale, des leaders des différentes religions, des représentants de la société civile et des membres du Corps diplomatique avaient pris part à une cérémonie officielle au Champ de Mars. Outre des interprétations de chansons circonstancielles et un moment de recueillement, la cérémonie a été marquée par une lâchée de ballons blanche à la mémoire des

victimes.

**Présentation et dépôt du bilan 2013 du Gouvernement au Parlement** ce lundi, dans le cadre de la rentrée législative consacrée par la Constitution, le Premier Ministre Laurent Lamothe a présenté le bilan de son Gouvernement devant le Parlement haïtien, en présence des grands commis de l'État et du Corps diplomatique. Le Chef du Gouvernement a fait état notamment, de la situation économique du pays qui s'est améliorée considérablement en 2013 avec des réserves brutes de l'ordre de 1.8 milliards de dollars américains, un produit intérieur brut qui s'est accru d'environ 4.3 % par rapport au 2.9 % de 2012 et une inflation maintenue à la baisse qui est passée de 6.5 % à 4,5% au terme de l'année fiscale 2013. Les exportations du pays ont augmenté de près de 20% . Le Premier Ministre a souligné les progrès enregistrés dans l'agriculture où les productions sont à la hausse, avec de meilleures performances en 2013. Il a évoqué entre autres, les efforts déployés au niveau de la politique environnementale de son Gouvernement avec l'activation d'un corps de surveillance des forêts, la mise en place du Corridor Biologique des Caraïbes et des grands travaux d'infrastructures. Laurent Lamothe a insisté également sur les acquis commerciaux et industriels, la création de nouveaux emplois dans le textile, les avancées dans les domaines touristiques, judiciaires, des affaires sociales, de la santé publique, des affaires étrangères, de la planification et la coopération externe, de l'éducation, des travaux publics, de l'énergie, de la culture et de la communication, de la défense, de la lutte contre la pauvreté extrême etc. Un document de 260 pages a présenté les réalisations du Gouvernement d'Haïti pour l'année 2013.

## **PORTO RICO SECOUÉ PAR UN SÉISME**

Un séisme de magnitude 6,5 a frappé le nord de Puerto Rico, juste après minuit ce lundi 13 janvier, selon ce qu'a rapporté le US Geological Survey (USGS). L'épicentre de la secousse a été localisé à 28 km de profondeur dans l'océan Atlantique et à environ 96 kilomètres au nord-ouest de San Juan. La durée du séisme, qui a été également ressenti en République Dominicaine, a varié entre 20 et 60 secondes environ selon les témoignages recueillis. Aucun rapport n'est venu jusqu'à présent faire état de sérieux dommages dans la ville de Hatillo, la ville portoricaine la plus proche de l'épicentre et aucune alerte au tsunami n'a été émise par les

autorités. Le tremblement de terre, une fois de plus s'est produit dans la profondeur des tranchées de l'océan. Ce n'était cependant pas le plus fort séisme enregistré dans la région à ce jour, puisqu'un séisme de magnitude 7.3 a saccagé Porto Rico en 1918. La région nord de Porto Rico est caractérisée par de fréquents essaims de secousses sismiques, chaque essaim étant d'une durée d'une à deux semaines généralement. Bien que la cause de ces essaims récurrents reste inconnue, une étude des hypocentres des séismes (points où les ruptures de tremblement de terre commencent) réalisée par l'USGS, suggère que les secousses se produisent le long de la zone de subduction entre l'Amérique du Nord et les plaques tectoniques des Caraïbes. Les 30 et 31 décembre 2013, un essaim d'environ onze secousses sismiques avait été enregistré à proximité de l'île Kiskeya, neuf d'entre eux près de la province de La Altagracia, en République dominicaine et à Porto Rico, mais sans causer de dommages aux infrastructures physiques, selon ce qu'avaient rapporté l'Institut de sismologie de l'Université autonome de Santo Domingo et le Réseau sismique de Porto Rico. C'est un segment de la faille transhaitienne dans la chaîne des Matheux qui avait été en cause à l'époque. Il avait également fait remarquer que la secousse avait été relativement faible mais diversement ressentie par les habitants en fonction de la composition du sol. Des scientifiques américains et portoricains suivent l'activité sismique des fonds marins au nord-est de Porto Rico depuis environ 10 ans. Ils espèrent ainsi collecter des données pouvant conduire à une meilleure compréhension du danger potentiel que représentent les grands tremblements de terre dans la zone de subduction et les tsunamis dans la région des Caraïbes.

## **SYRIE**

### **OPINION : PRÉPARER GENÈVE 2**

**par Thierry Meyssan**

**Les derniers jours d'une guerre sont toujours les plus meurtriers. Les armées en déroute se vengent de leur défaite en commettant d'inutiles atrocités, comme on vient de le voir à Adra où les supplices infligés aux ouvriers loyalistes n'ont rien à envier à ceux commis lors du repli du Ille Reich. Mais la situation est compliquée par la dislocation de ce qui reste de la coalition internationale anti-syrienne, chaque ex-partenaire tentant de sauver ses intérêts sur le dos de ses anciens alliés.**

À la veille de la Conférence de Genève 2, ce qui reste de la coalition internationale anti-syrienne vole en éclats, tandis que les États qui

ont suivi la Russie ou les États-Unis lors de leur retrait se positionnent pour la reconstruction. La première question est celle de la représentativité de la délégation de « l'opposition syrienne ». Jusqu'ici il s'agissait de dire si elle émanerait de la Coalition nationale d'Istanbul et/ou de l'opposition nationaliste, intérieure et extérieure, qui s'était opposée à l'ingérence étrangère. Désormais, il faut aussi déterminer si la Coalition nationale représente les intérêts de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Turquie. Sur le terrain, les trois sponsors de la guerre se sont séparés et se livrent une bataille sans merci, sans plus même s'occuper de renverser le gouvernement qu'ils étaient venus combattre. Si l'on parle toujours de l'Armée syrienne libre, elle a disparu du terrain. Reste donc le Front islamique (constitué récemment par le prince Bandar ben Sultan), le Front Al-Nosra (toujours proche du Qatar) et l'Émirat islamique d'Irak et du Levant (ÉIIL, « Daesh » en arabe) dont la police et la justice turques viennent de montrer qu'il est illégalement financé par Recep Tayyip Erdoğan. Dans un premier temps, l'ÉIIL (c'est-à-dire la Turquie, c'est-à-dire l'Otan) a attaqué le quartier général de l'Armée syrienne libre (ASL) et l'a pillé. Ses commandants ont alors fui au Qatar et en Europe, mais le prince Bandar ben Sultan a récupéré certains éléments et a créé le Front islamique en leur adjoignant de nouveaux mercenaires. Puis, l'ÉIIL a reçu instruction de déplacer l'essentiel de ses forces en Irak où il a pris Ramadi et Falujjah. La nature ayant horreur du vide, toutes les autres forces, à commencer par l'Armée arabe syrienne, ont comblé l'espace libéré. Pour la presse atlantiste et du Golfe, les « rebelles » se seraient alliés aux « loyalistes » contre les « jihadistes » et l'on assisterait à une « seconde révolution syrienne ». Cette description romantique a l'avantage de tourner la page de la « première révolution » sans que l'on se demande quel est son bilan. La réalité est qu'il n'y a pas eu de première révolution et qu'il n'y en aura pas une maintenant. La presse occidentale ne semble pas non plus s'intéresser à savoir pourquoi Al-Qaeda, éternel supplétif de l'Otan, a reçu cette fois instruction de laisser le champ de bataille syrien pour l'Irak. Cette opération a trois avantages pour Washington : d'abord elle se terminera par le triomphe du président Nouri Al-Maliki et la stabilisation provisoire de l'Irak, ensuite elle va réduire le nombre de jihadistes qui vont connaître de très lourdes pertes face à une armée fraîche et suréquipée, enfin elle élimine un des acteurs qui ne pouvait pas décemment participer à Genève 2. De la même manière, l'Otan a donné des informations à l'Armée libanaise sur le chef des Brigades Abdallah Azzam, Majed al-Majed. Arrêté lors de son transfert en ambulance de l'hôpital vers son

quartier général, il devait officiellement mourir dix jours plus tard de ses blessures. Il a plus probablement été liquidé par les Saoudiens inquiets de ce qu'il aurait pu révéler. Si tout avait fonctionné comme prévu, on devrait aujourd'hui se trouver avec uniquement le Front Al-Nosra sur le terrain, ce qui aurait réduit définitivement les prétentions de la Coalition nationale. Toutefois, l'entêtement de l'Arabie saoudite a fait surgir le Front islamique qui entend peser sur Genève 2. Si Israël n'apparaît pas dans l'explosion de la coalition anti-syrienne, c'est que, conformément à sa stratégie depuis dix ans, Tel-Aviv se cache derrière ses alliés —ici la France et l'Arabie saoudite—. L'administration Netanyahu ne sortant du bois que pour venir en aide aux Contras avec son aviation ou pour leur fournir une position de repli sur le Golan qu'il occupe illégalement. Malheureusement pour lui, il ne peut intervenir ces dernières semaines, les combats principaux se déroulant au nord de la Syrie. Pendant ce temps, les délégations des États qui ont eu la prudence de se retirer du conflit ou qui ont soutenu la Syrie espèrent être remerciés à Genève 2. Ils sont une vingtaine à attendre des contrats de reconstruction financés par les organisations intergouvernementales. D'ores et déjà, il est clair que l'Arabie saoudite et la France seront les grands perdants de Genève 2 : ils auront plus à payer qu'à recevoir. Le président François Hollande ne semble pas s'en inquiéter car il a rempli sa mission au service d'Israël et considère comme secondaires les conséquences pour son propre pays. Le roi Abdallah tente de son côté d'obtenir un lot de consolation au Liban. La majorité libanaise pourrait ainsi accepter la nomination d'un gouvernement minoritaire dont la seule fonction serait d'avaliser le don de 3 milliards de dollars d'armement français par l'Arabie saoudite. Puis, ce gouvernement serait renversé par le Parlement et le pays retournerait au marasme actuel. La délégation gouvernementale syrienne aborde la conférence avec optimisme. Les forces de l'opposition armée sont en déroute depuis la disparition de l'ASL et le départ massif de l'ÉIIL. Damas semble plus préoccupé par inventer des colifichets qu'il pourra offrir à ses interlocuteurs pour masquer leur défaite et célébrer une victoire consensuelle de l'intérêt général. Il envisage donc de créer des ministères temporaires, chargés de gérer les relations avec les anciens ennemis devenus généreux donateurs, et de les confier à leurs anciens employés redevenus de bons citoyens. La Coalition nationale aurait ainsi acquis une compétence grâce à sa trahison passée.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**



## MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

### ASIE

Les Bourses asiatiques commencent la semaine en ordre dispersé, après la publication, vendredi de chiffres américains de l'emploi plutôt déconcertants... A Tokyo, l'indice Nikkei ne cote pas ce lundi matin en raison d'un jour férié, mais sur le marché des changes, le yen est remonté au plus haut depuis 3 semaines, ce qui pourrait pénaliser le Nikkei lors de sa reprise demain... A Hong Kong, le Hang Seng cède 0,1%, tandis que l'indice chinois Shanghai Composite recule de 0,5%, portant son repli à plus de 5% depuis le 1er janvier. En revanche, Taiwan gagne 0,4%, tandis que Séoul progresse de 0,5%, Sydney recule de 0,4%, Singapour cède 0,2%, mais Bombay (indice BSE Sensex) grimpe de 1,3%. La Bourse de Djakarta se distingue elle aussi à la hausse (+2,5% en séance) après l'entrée en vigueur d'une interdiction d'exporter des minerais bruts d'Indonésie. La mesure a favorisé les cours des groupes miniers, car elle est de nature à entraîner une tension sur les cours mondiaux des minerais, à commencer par le nickel, dont l'Indonésie est le 1er producteur mondial. L'actualité asiatique est aussi marquée ce matin par le blocus de Bangkok, où l'opposition thaïlandaise paralyse la capitale et se montre déterminée à faire démissionner le gouvernement... A la Bourse de Bangkok, l'indice SET reste néanmoins calme et ne cède que 0,5% ce matin, les investisseurs espérant une issue non-violente du conflit politique.

### ÉTATS UNIS

Wall Street fléchissait lourdement ce lundi, prudent avant la vague des publications financières trimestrielles des entreprises américaines. Un avis mitigé de Goldman Sachs concernant le niveau global de valorisation de la cote américaine pesait par ailleurs sur les bourses, provoquant des prises de bénéfices importantes sur les sommets historiques... Le DJIA redonnait 1,09% en clôture à 16.258 pts, tandis que le Nasdaq trébuchait de 1,47% à 4.113 pts. Le S&P500 chutait de 1,26% à 1.819 pts...

D'après le Département américain au trésor ce soir, l'excédent budgétaire des États-Unis pour le mois de décembre 2013 est ressorti à 53,2 Mds\$, contre 44 Mds\$ de consensus de place. Le mois de décembre a été dopé en effet par les remboursements des géants 'mortgage', Fannie Mae et Freddie Mac. Selon les termes du sauvetage des deux leaders du refinancement hypothécaire, le gouvernement américain récupère la majeure partie des bénéfices désormais dégagés par ces deux firmes.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse lundi à la faveur d'une bonne tenue du secteur bancaire. À Paris, l'indice CAC 40 a terminé en hausse de 0,3% à 4.263,27 points. Le Footsie britannique a pris 0,26% et à Francfort, le Dax a gagné 0,39%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a progressé de 0,25% et le FTSEurofirst 300 .FTEU3 a avancé de 0,19%. Les marchés dits de la "périphérie" de la zone euro ont terminé dans le désordre après avoir nettement surperformé le reste de l'Europe depuis le début de l'année, avec des gains accumulés de 4% à Madrid et à Milan et de 8% à Lisbonne.

## **CHANGE**

L'euro baissait légèrement face au dollar lundi, dans un marché hésitant après le net rebond de la monnaie unique vendredi suite à la publication de chiffres décevants de l'emploi aux États-Unis. Vers 19H00 GMT, l'euro valait 1,3657 dollar, contre 1,3663 dollar vendredi vers 22H00 GMT. La monnaie unique européenne reculait face à la devise nippone, à 140,52 yens - à des niveaux plus vus en cinq semaines et demie - contre 142,32 yens vendredi soir. Le dollar aussi baissait nettement face à la monnaie japonaise, à 102,88 yens contre 104,10 yens vendredi. L'euro se stabilisait face à un dollar qui restait affaibli par la sortie vendredi d'un rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis ayant fait état d'un nombre bien inférieur aux attentes de créations d'emplois en décembre, en l'absence de nouvelles économiques majeures lundi. Vers 19H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 83,43 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,6367 dollar pour une livre. La devise helvétique montait un peu face à l'euro, à 1,2301 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9007 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,0440 yuans pour un dollar - soit un nouveau sommet du renminbi ("monnaie du

peuple", autre nom de la devise) face au billet vert depuis la mise en place en 1994 du système actuel d'arrimage au dollar - contre 6,0521 yuans vendredi. L'once d'or a terminé à 1.248 dollars au fixing du soir - après être montée vers 01H00 GMT à 1.255,45 dollars, son niveau le plus élevé en un mois - contre 1.244,25 dollars vendredi.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les prix du pétrole coté à New York ont terminé en nette baisse lundi, pénalisés par la perspective d'une hausse de l'offre mondiale de brut après de nouvelles avancées dans le processus de dialogue sur le programme nucléaire iranien. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en février a abandonné 92 cents, à 91,80 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). L'Iran et les États-Unis ont annoncé dimanche qu'un accord intérimaire sur le nucléaire iranien, conclu le 24 novembre entre l'Iran et les six pays constituant le groupe des 5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne), entrerait en vigueur à compter du 20 janvier.

## **RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



## **MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT**

### **QUELS SONT LES POUVOIRS DES AGENTS DE SECURITÉ ?**

Les agents de sécurité sont employés la plupart du temps pour assurer la sécurité et prévenir les vols dans les grands magasins. Bien souvent ils sont équipés d'oreillette et sont en uniforme, on pourrait (presque) les confondre avec des agents du FBI. Mais ont ils pour autant de véritables prérogatives ? La réponse à cette question va s'avérer rapide puisque les agents de sécurité n'ont aucune prérogative particulière, ils ont les mêmes pouvoirs qu'un citoyen lambda. En effet, il faut retenir que le Code de procédure pénale ignore totalement les agents de sécurité puisqu'il réserve le pouvoir coercitif seulement aux agents des services de police et de



gendarmerie. A partir de ce constat, il convient d'en tirer plusieurs conséquences : En aucun cas un agent de sécurité ne peut pratiquer une fouille, qu'il s'agisse d'une fouille à corps ou d'une fouille dans un sac. En effet, comme je l'avais expliqué dans mon précédent article (Rappel du régime des contrôles d'identité), la fouille est assimilée au régime juridique des perquisitions. Or même dans le cas d'une infraction flagrante, celle-ci ne peut être réalisée que par un officier de police judiciaire ( article 56 du Code de procédure pénale ). Ceci s'explique par le fait que la fouille est une mesure coercitive largement attentatoire au droit au respect de la vie privée et au droit de propriété privée. Il est donc nécessaire que celle-ci soit réalisée par un agent de l'état assermenté, ce que n'est pas l'agent de sécurité qui est un salarié ordinaire. Donc dans l'hypothèse où l'agent de sécurité vous demande d'ouvrir votre sac, en aucun cas vous êtes dans l'obligation de vous exécuter. L'agent de sécurité peut-il procéder à une interpellation ? L'interpellation est consacrée à l'article 73 du Code de procédure pénale qui dispose que « en cas de crime ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche ». A la lecture de cet article, il faut comprendre qu'en cas de crime ou de délit flagrant, tout citoyen a le pouvoir d'interpeller la personne pour le conduire devant un officier de police. Le vol étant un délit puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende ( article 311-3 du Code pénal ), et ce qu'il s'agisse d'un vol de chewing gum ou d'une Rolex, l'agent de sécurité pourra donc retenir la personne jusqu'à l'arrivée de la police judiciaire. Celle-ci devant être avisée dans les meilleurs délais ( cass.crim, 1er octobre 1979 ). La jurisprudence a par ailleurs précisé que l'usage de la force devait toujours être nécessaire et proportionnée aux conditions de l'arrestation.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD**



## TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est **différent**

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### POPULATION

POPULATION 2012: 404 635 habitants

### OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

### DEMANDE

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

### PRIX

NOVEMBRE 2013 : 0,7 % % sur un mois ; 0,0 % sur un an

### EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) En novembre 2013:68 020 ( +2,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2013 : 1 150 ( 12,7 sur un an).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

—



**UNE FORMATION  
POUR LES ÉLECTIONS  
MUNICIPALES  
INTERFACE À  
VOTRE SERVICE**

**AIDEZ NOUS  
À DIFFUSER  
NOTRE QUOTIDIEN GUADELOUPÉEN  
EN LIGNE**